



## Conseil de sécurité

Distr. générale  
29 décembre 2010  
Français  
Original : anglais

---

**Lettre datée du 15 décembre 2010, adressée  
au Président du Conseil de sécurité  
par le Représentant permanent du Soudan  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint le texte d'un rapport sur l'état des travaux menés par le bureau du Procureur général chargé de connaître des crimes commis au Darfour ainsi que par les différentes commissions d'enquête liées à ce bureau.

Je vous serais obligé de bien vouloir distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent  
(*Signé*) Daffa-Alla Elhag Ali **Osman**



**Annexe à la lettre datée du 15 décembre 2010  
adressée au Président du Conseil de sécurité  
par le Représentant permanent du Soudan  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : arabe]

Au nom de Dieu, le Clément, le Miséricordieux

**Rapport sur les travaux menés par le Procureur général  
chargé de connaître des crimes au Darfour  
ainsi que par les différentes commissions d'enquête**

**I. Établissement des faits et enquêtes**

- Le 11 mai 2002, le Président de la République du Soudan a publié une décision portant création d'une commission ayant pour mandat d'enquêter sur les événements survenus dans les trois États du Darfour et présidée par le juge de la Haute Cour M. Jar al-Nabi Qasam al-Sayyid. Cette commission a été chargée de visiter les villages et d'y enquêter afin de procéder à l'établissement des faits, de rencontrer les parties concernées et de mesurer l'ampleur des pertes subies.
- Le 13 août 2004, le Ministère de la justice a promulgué une décision portant création de trois commissions d'enquête qui ont été habilitées, en vertu du Code de procédure pénale de 1991, à enquêter sur les allégations de viols dans les camps de personnes déplacées. Ces commissions étaient entièrement composées de femmes.
- Les commissions ont effectué des visites sur le terrain dans les trois États du Darfour ainsi que dans les camps de personnes déplacées, afin de prendre connaissance des faits qui s'étaient produits. Après avoir circulé pendant un mois dans la région, elles ont présenté leurs rapports dans lesquels elles soulignaient que les déclarations recueillies durant leurs investigations étaient tout à fait ordinaires, ne contenaient rien qui méritait de retenir l'attention et ne faisaient état d'aucun acte de violence ou de viol commis à l'encontre de femmes.
- Au même moment, la commission chargée d'enquêter sur les allégations de violations des droits de l'homme perpétrées par des groupes armés dans les États du Darfour, a soumis son rapport. Conformément aux recommandations formulées dans ce dernier document, le Ministre de la justice a créé une commission d'enquête présidée par le juge de la Haute Cour, M. Mohammad Abdul-Rahim et comptant parmi ses membres des magistrats, des conseillers et des policiers.
- La commission d'enquête a examiné de très nombreuses plaintes, notamment celles qui concernaient les événements de Chataya et les 127 personnes soupçonnées d'y avoir participé, dont 11 ont été appréhendées; les événements survenus à Buram pour lesquels on disposait de 12 suspects; les plaintes n° 1096, 1097, 1099, 1100 et 2005, les accusations portées contre Khalil

Ibrahim et d'autres suspects en vertu des articles 21, 24, 25, 150, 51, 57, 60, 63, 64, 65, 130, 162, 175, 26 et 44 de la loi sur les armes, ainsi que les événements de Dulayj auxquels 28 personnes étaient soupçonnées d'avoir pris part.

- Le 11 juin 2005, le Ministre de la justice a publié la décision 702 (2005) portant création de tribunaux spéciaux chargés de juger les auteurs de crimes contre l'humanité, sous la présidence de Mahmoud Mohammad Saïd Abkam, juge de la Haute Cour. On trouvera ci-joint quelques exemples d'affaires dont ces tribunaux ont eues à connaître.
- Le 3 août 2009, le Ministre de la justice a publié une décision par laquelle il chargeait un procureur général d'enquêter sur les crimes commis au Darfour depuis mars 2003, avec le concours d'une commission composée de hauts conseillers et de policiers de haut rang, et d'engager des poursuites contre leurs auteurs devant les tribunaux.
- Après avoir examiné tous les rapports relatifs aux événements survenus au Darfour, dont le rapport de la commission d'établissement des faits présidée par Dafaallah al-Hajj, l'ancien Président de la Cour suprême du Soudan, le Procureur général a poursuivi l'enquête qui avait été ouverte par la commission juridique.
- Le Procureur général a procédé à l'audition de très nombreuses personnes qui avaient été témoins des événements survenus à Dulayj, Mukjar, Bundisi et Qarsila au Darfour-Ouest ainsi que dans les villages avoisinants. En outre, plusieurs témoins originaires du Darfour-Nord et du Darfour-Sud ont été interrogés.
- Pour étayer toutes ces mesures et faciliter le bon déroulement de la procédure judiciaire et le bon fonctionnement de la justice, le Ministre de la justice a, le 16 septembre 2008, publié une décision portant création, dans les trois États du Darfour, de commissions de notables composées de fonctionnaires de l'administration civile et de membres d'organisations de la société civile au Darfour.

## II. Obstacles au déroulement de l'enquête

- Avant que des documents ne puissent être soumis à un tribunal, il faut tout d'abord recueillir des éléments de preuve. Les éléments de preuve utilisés pour incriminer un suspect doivent être au-dessus de tout soupçon, condition difficile – voire impossible – à remplir du fait de la poursuite du conflit armé interne.
- L'étendue du Darfour, qui a une superficie totale d'environ 510 000 kilomètres carrés, le mauvais état des routes et la prolifération des mouvements armés et des bandes de pillards armés entravent les déplacements de la population.
- Comme les événements survenus dans la région ont contraint nombre de ses habitants à fuir leur village pour trouver refuge dans des zones lointaines disséminées sur le territoire, il est devenu difficile de recueillir leurs déclarations, situation qui pourrait réduire à néant tous les efforts déployés.

- Il est difficile d'évaluer avec précision l'ampleur des pertes dans la mesure où les parties se montrent souvent peu coopératives.
- Dans bon nombre de camps, et plus particulièrement dans le camp de Kalma, l'opposition exerce une influence sur les témoins et les incite à ne pas se présenter devant les commissions d'enquête, ce qui a considérablement ralenti les procédures.
- Comme il n'existe pas de système de protection des témoins, ceux-ci hésitent souvent à se présenter devant les tribunaux et les commissions d'enquête.
- Le 17 octobre 2010, le Ministre de la justice a nommé, en remplacement du précédent Procureur général chargé de connaître des crimes commis au Darfour depuis 2003, un nouveau procureur général, Mawlana Abdel Daem Zumrawi, qui est secondé par de très nombreux conseillers, policiers et officiers des services de sécurité.
- Les membres du bureau du nouveau Procureur général chargé de connaître des crimes commis au Darfour se sont rencontrés pour établir un plan de travail axé sur la nécessité d'examiner au plus vite tous les dossiers. S'agissant des événements survenus au marché de Tabra le 2 septembre 2010, la Commission a estimé qu'il fallait poursuivre les efforts sur tous les fronts en donnant la priorité auxdits événements.
- Le dossier a été examiné avec soin et la Commission a estimé qu'il faudrait se rendre sur les lieux où les faits s'étaient produits afin d'interroger les témoins et de déterminer, en analysant leurs déclarations, l'importance de celles-ci.
- Le 26 octobre 2010, la Commission a quitté Khartoum pour la ville d'Al-Facher où elle est arrivée à 18 heures.
- Ensuite, elle s'est entretenue avec le Chef du Comité de sécurité de l'État et wali (Gouverneur) de l'État du Darfour-Nord, qui lui a fourni des éclaircissements au sujet des incidents du marché de Tabra. Ces explications ont été corroborées.
- Le 27 octobre 2010, la Commission a quitté Al-Facher et est arrivée à Tawila après un vol de 20 minutes. Une fois parvenus à destination, le Procureur général et les membres de son équipe se sont entretenus avec les commandants des forces armées et de la police, puis se sont rendus en voiture au marché de Tabra, situé à environ 17 kilomètres de Tawila.
- Une carte du lieu où s'était produit l'incident a été dressée, puis le Procureur spécial et son équipe ont déambulé sur le marché en écoutant de manière générale ce que disaient les personnes qui s'y trouvaient.
- Ensuite, la Commission a entrepris d'interroger les témoins et d'enregistrer leurs déclarations. Elle a procédé à l'audition de 14 personnes dont certaines avaient été des témoins directs des événements.
- Ces auditions se sont poursuivies jusqu'à 17 heures, la Commission ayant interrogé tous les témoins qui avaient été amenés par des responsables de l'administration locale.
- En outre, elle a autorisé deux avocats représentant des membres des familles à assister aux auditions et à suivre la procédure.

- Si elle a décidé d’emmener ces avocats avec elle en avion jusqu’à Al-Facher, c’est dans un souci de plus grande justice et de transparence accrue.
- La Commission est ensuite rentrée à Al-Facher.
- Elle est retournée à Tawila le 28 octobre 2010, jour durant lequel de nombreuses personnes allaient se rassembler au marché de la ville et où elle avait des chances de trouver un certain nombre de témoins à interroger. De fait, elle a pu procéder à l’audition de sept témoins.
- La Commission a regagné Al-Facher où elle poursuit ses travaux. C’est ainsi qu’elle a procédé à l’audition de plusieurs témoins, dont le médecin légiste et le chef de la police d’Al-Facher, puis a rencontré des notables locaux, qu’elle a entendus.
- Les enquêtes ont abouti à l’identification de plusieurs suspects dont huit ont été nommément identifiés par des témoins.
- Après avoir recueilli et analysé les éléments de preuve, le bureau du Procureur général a achevé de mettre en œuvre la procédure à suivre pour arrêter les suspects.

### **III. Réconciliations tribales**

- Des réconciliations tribales ont eu lieu en même temps que des mesures juridiques étaient prises et que des enquêtes étaient conduites. La réconciliation constitue le meilleur moyen de rétablir la stabilité et de mettre fin aux antagonismes et aux rancœurs. Les conférences ont été marquées par l’esprit de pardon et le respect des coutumes. Ainsi, à la conférence de réconciliation organisée pour traiter le problème des incidents survenus à Hamada, les tribus Bergid, Rizeigat et Tarjem ont condamné l’attaque brutale contre ce dernier village et rendu hommage à la mémoire des victimes.
- Lors d’une conférence pour la coexistence pacifique entre les tribus Habbaniyah et Fallatah qui a eu lieu en 2006 et d’une autre conférence entre ces deux mêmes tribus tenue en 2010, les parties sont convenues de se réconcilier, ont proclamé l’amnistie et ont rendu hommage à la mémoire des victimes.
- Une conférence de réconciliation entre les localités de Tullus, Ed-al-Fursan et Nyala a eu lieu en 2006.
- En août 2006, lors d’une conférence de réconciliation entre les tribus Habbaniyah et Rizeigat, les parties sont convenues de proclamer une amnistie, de conclure une trêve, de remettre en liberté les citoyens appréhendés, de renoncer à engager des poursuites contre ceux qui n’avaient pas été arrêtés et de supprimer les chefs d’accusation retenus contre eux, tout en conservant les communications et autres pièces.
- Une conférence pour la coexistence pacifique entre tribus nomades et sédentaires s’est tenue à Al Jurf le 9 septembre 2006.
- Une conférence de réconciliation entre la tribu Dinka et celle des Um Kamalti a eu lieu en février 2006.

- D'autres conférences tenues au Darfour-Ouest et au Darfour-Nord ont abouti au versement de réparations et permis l'instauration d'un climat de bonne volonté ainsi qu'un retour à la stabilité.
-